

## Marché public de services et fournitures

Marché à procédure adaptée

N° 2026-01

### **CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Services et fournitures de restauration collective

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

### **CCAP**

## **Relatif aux trois (3) sites du CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Aix-en-Provence - LOT 01

Antibes - LOT 02

Saint-Raphaël-Boulouris - LOT 03

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - GENERALITES</b>	3
1.1 Identification du pouvoir adjudicateur	3
1.2 Désignation des parties dans le présent contrat	3
1.3 Objet du marché et lieu d'exécution	3
1.4 Procédure-Forme juridique du marché - Décomposition en tranches et en lots	4
1.5 Durée du marché	4
1.6 Pièces contractuelles	5
1.7 Sous-traitance	6
<b>ARTICLE 2 - PRIX ET FACTURATION</b>	7
2.1 Prix des prestations	7
2.2 Application des prix unitaires et leur facturation	7
2.2.1 pour les repas courants	7
2.2.2 Les prestations annexes	8
2.3 Règlement des factures et des intérêts moratoires	8
2.4 Taxes et impôts	9
<b>ARTICLE 3 - EXECUTION</b>	10
3.1 Développement durable	10
3.2 Prestations exclusives et dérogation	10
3.3 Démarche d'amélioration continue	10
3.4 Assurances	10
3.5 Clauses de réexamen - Modification contractuelle	11
3.5.1. Clause de réexamen portant sur les variations des prix	11
3.5.2 Clause de réexamen pour ajustement éventuel des prix forfaitaires	12
3.5.3 Clause de réexamen pour prise en compte de nouveaux besoins	12
3.5.4 Clause de réexamen pour survenance de circonstances imprévisibles	13
3.6 Offre de restauration rapide complémentaire pour le LOT 1 Aix-en-Provence	13
3.7 Description du traitement de données à caractère personnel	13
<b>ARTICLE 4 - SUIVI, CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS, ET PENALITES</b>	15
4.1 Suivi des prestations et coordination	15
4.1.1 Réunions de suivi de l'exécution du contrat	15
4.1.2 Commission de restauration	15
4.2 Contrôles et vérifications du CREPS	16
4.3. Pénalités en cas de manquements dans l'exécution des prestations	16
<b>ARTICLE 5 - TRAITEMENT DES DIFFERENDS ET RESILIATION</b>	18
5.1 Traitement des différends	18
5.2 Résiliation	18
5.2.1 Résiliation du marché	18
<b>ARTICLE 6 - DIVERS</b>	19
6.1 Droit et langue	19
6.2 Dérogation au CCAG- FCS	20

## ARTICLE 1 - GENERALITES

### 1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

La présente consultation est organisée par le Centre de Ressources, d'Expertise et de performance Sportive Provence-Alpes-Côte d'Azur, composant le réseau national du Ministère chargé des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

Le CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur, est un établissement public local de formation dans les domaines du sport de la jeunesse et de l'éducation populaire, composé des sites d'Aix-en-Provence, d'Antibes et de Saint-Raphaël-Boulouris.

L'établissement assure les missions de service public et activités suivantes :

- La mission de formation aux métiers du sport et de l'animation,
- La mission d'accompagnement des sportifs de haut niveau en Pôle Espoir ou Pôle France,
- La mission accompagnement des sportifs de très haut niveau (Maison Régionale de la Performance),
- L'accueil de stages des associations sportives et des structures en connexion avec le monde du sport.

Le CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur est représenté par son directeur en exercice.

Adresse et coordonnées du pouvoir adjudicateur :

**Direction du CREPS Provence-Alpes-Côte d'Azur**  
**Pont de l'Arc - CS 70445**  
**13098 Aix-en-Provence - Cédex**  
**Téléphone 04 42 93 80 02**  
Courriel : [direction@creps-paca.sports.gouv.fr](mailto:direction@creps-paca.sports.gouv.fr)

### 1.2 Désignation des parties dans le présent contrat

Le pouvoir adjudicateur, personne morale publique qui conclut le présent accord-cadre, est dénommé « CREPS ». L'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre est dénommé « Titulaire ».

### 1.3 Objet du marché et lieu d'exécution

Le présent marché a pour objet le service et la fourniture de restauration collective des trois sites du CREPS. Le présent document applicable est commun aux 3 LOTS :

LIEU D'EXECUTION	ADRESSE
LOT 01 Site d'Aix-en-Provence	62 Chemin du Viaduc Pont de l'Arc - CS 7044513098 - Aix-en-Provence
LOT 02 Site d'Antibes	Avenue du 11 novembre - BP 47 06601 Antibes - Cédex
LOT 03 Site d'Saint-Raphaël - Boulouris	346 Boulevard des Mimosas - CS 40501 83707 Saint-Raphaël - Boulouris

Les stipulations du présent CCAP concernent l'approvisionnement en denrées, la production sur place et le service de la restauration sur les trois sites.

Le Titulaire du marché est réputé avoir une connaissance complète des installations des sites à la suite de sa visite et de son acceptation totale et sans réserve des clauses du CCTP COMMUN et du CCTP SPECIFIQUE propre à chaque site.

#### 1.4 Procédure-Forme juridique du marché - Décomposition en tranches et en lots

Le présent contrat est passé selon la procédure adaptée « MAPA » en application des dispositions des articles L2123-1, R2123-1-3° et R 2123-7 du code de la commande publique.

L'étendue des besoins à satisfaire ne pouvant être entièrement arrêtée dès le démarrage du marché, ce dernier prend la forme, pour la commande des prestations, d'un accord-cadre à bons de commande en application des articles L 2125 – 1, R 2162-1 à R 2162-6, R 2162-13 et R 2162-14 du code de la commande publique. L'accord cadre est conclu sur la base d'un minimum et d'un maximum en quantités des prestations commandées.

Les bons de commande sont notifiés par le CREPS au fur et à mesure des besoins.

Le marché n'est pas divisé en tranches. Il est alloté de la façon suivante :

- LOT 01 Services et fournitures de restauration pour le site d'Aix-en- Provence
- LOT 02 Services et fournitures de restauration pour le site d'Antibes
- LOT 03 Services et fournitures de restauration pour le site de Saint-Raphaël - Boulouris

LOT	Estimation fournitures et services (base du Devis Quantitatif estimatif)
LOT 01 Aix-en-Provence	62 000 à 72 000 repas annuels (déjeuners et diners) 17 000 à 24 000 petits-déjeuners 14 000 à 18 000 goûters 2 000 à 3 000 accueil-café de TYPE 1 1 000 à 3 000 accueil-café de TYPE 2
LOT 02 Antibes	45 000 à 55 000 repas annuels (déjeuners et diners) 18 000 à 21 000 petits-déjeuners 5 000 à 6 000 collations
LOT 03 Saint-Raphaël - Boulouris	48 000 à 58 000 repas annuels (déjeuners et diners) 22 000 à 30 000 petits-déjeuners 7 000 à 10 000 buffets (essentiellement repas du jour servis au Club France) 700 à 1 100 Paniers-repas TYPE 1 100 à 200 Repas améliorés TYPE 2 400 à 700 Apéritifs TYPE 1

#### 1.5 Durée du marché

L'accord-cadre prend effet dès sa notification, pour une durée d'un an, et est reconductible, à 3 (trois) reprises, pour une période d'un an par décision tacite du pouvoir adjudicateur. La durée du contrat ne peut excéder quatre ans. En cas de reconductions, le marché prendra fin au plus tard le 30 avril 2030.

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire le marché, il en avise le Titulaire 2 (deux) mois avant la date anniversaire du marché, par lettre recommandée avec accusé réception. L'éventuelle non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

Entre la notification et la date de commencement d'exécution du contrat, fixée au 1er mai 2026, le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires à sa mise en œuvre dans les meilleures conditions afin d'en assurer la prestation complète.

Quelle que soit la décision prise par pouvoir adjudicateur, le Titulaire restera engagé jusqu'à la fin de la période contractuelle en cours.

## 1.6 Pièces contractuelles

L'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi.

Les pièces du marché sont les suivantes, et en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

### Pièces particulières

- **L'acte d'engagement (AE)**, un par lot, et ses 4 (quatre) annexes :
  - **Annexe 1** - Bordereau des Prix mixtes unitaires et forfaitaires (BP),
  - **Annexe 2** - Devis quantitatif estimatif annualisé,
  - **Annexe 3** - Décomposition des frais fixes de fonctionnement
  - **Annexe 4** - Décomposition des frais fixes de personnels,
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** document commun,
- **Le cahier des clauses techniques particulières commun (CCTP COMMUN)**
- **Annexe 5** du CCTP COMMUN - Engagements sur spécifications nutritionnelles
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP SPECIFIQUE)** un par lot,
- **Le cadre de réponse technique**, commun aux 3 (trois) lots,
- **Le mémoire technique du Titulaire**, soit spécifique à chaque LOT (**10 pages maximum par LOT**), soit commun aux trois LOTS (**30 pages maximum pour trois LOTS**).

### Pièces générales : textes à portée légale et réglementaire

- Le code de la commande publique en vigueur,
- **Le cahier des Clauses administratives générales (CCAG-FCS 2021)**, sur lequel se base le présent document.

Tout autre texte législatif ou réglementaire en vigueur se rapportant à l'objet du marché, notamment :

- De la réglementation française de portée générale et professionnelle,
- De la réglementation communautaire et notamment le règlement 2092/91 du 24 juin 1991,
- Des normes françaises (normes AFNOR),
- De l'ensemble des règles sanitaires auxquelles sont soumises les personnes publiques, exécutant le même type de prestation à destination des usagers (GEMRCN).

### Plus particulièrement

Le Règlement (CE) n°178/2002 du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité alimentaire et fixant les procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires.

Le Règlement (CE) n° 852/2004 du 30 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires.

Le Règlement (CE) n° 853/2004 du 30 avril 2004 fixant les règles SPECIFIQUES d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale, pour les contrats de prestations de restauration – T / 08-2013 2 établissements produisant à l'avance et mettant sur le marché des produits à base de viande.

Arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détails, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant.

La Loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (dite Loi EGALIM).

La loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.

La loi Climat et résilience n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, et le décret N° 2022-767 du 2 mai 2022.

Ainsi que les textes à venir, qui modifieraient, complèteraient, abrogeraient, ou seraient substitués aux dispositions en vigueur à la date de signature des présentes.

Le Titulaire doit également se conformer :

- Aux lois, décrets, circulaires et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière
- Aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de Sécurité Sociale, Législation du Travail et Législation Fiscale

Les documents constituant les pièces générales ne sont pas joints au présent dossier, ils sont réputés connus du Titulaire.

## 1.7 Sous-traitance

Le Titulaire pourra sous-traiter une partie des prestations faisant l'objet du marché aux conditions suivantes :

- Le Titulaire devra notifier au pouvoir adjudicateur tout projet de sous-traitance, afin que le pouvoir adjudicateur accepte le sous-traitant, ainsi que ses conditions de paiement les dispositions définies par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée par la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001.
- Le recours aux sous-traitants ne réduira en aucune façon la responsabilité du Titulaire envers le pouvoir adjudicateur au titre du marché, le Titulaire restant garant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur de la bonne exécution du marché et restant son interlocuteur exclusif.

L'avenant ou l'acte spécial précisera tous les éléments contenus dans la déclaration DC 4 prévue à l'article L 2193-2 du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le Titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- Les conditions de paiement,
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de concourir aux marchés publics,
- Les attestations fiscales et sociales délivrées par les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

## ARTICLE 2 - PRIX ET FACTURATION

### 2.1 Prix des prestations

Les prix sont mixtes et composés comme suit :

- Le coût forfaitaire d'exploitation décomposé par ligne de frais dans l'Annexe 3. Son coût est facturé sous la forme de prix global forfaitaire mensualisé.
- Le coût forfaitaire de personnel décomposé par ligne salariale dans l'Annexe 4. Son coût est facturé sous la forme de prix global forfaitaire mensualisé.
- Les coûts unitaires alimentaires portent sur les unités telles que décrites dans l'article 2 du CCTP COMMUN et des CCTP SPECIFIQUES, et figurent dans les bordereaux des prix (partie prix unitaires), Annexe 1.

Les prix sont établis hors taxes et toutes taxes comprises. Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Les prix unitaires et forfaitaires sont révisables à chaque reconduction du contrat. Exceptionnellement, au cours de la première période contractuelle, les prix unitaires alimentaires sont révisables à deux reprises, selon les modalités définies dans l'article 3.5.1 infra.

### 2.2 Application des prix unitaires et leur facturation

Le CREPS est facturé en application des prix unitaires, dont le détail figure dans le Bordereau des Prix (BP) :

#### 2.2.1 pour les repas courants

Concernent les petit-déjeuners, déjeuners, dîners : est décompté le nombre de passages enregistrés dans le logiciel de distributeur de plateaux, validé par le CREPS.

Sous son aspect opérationnel, le Titulaire doit s'adapter à une variation **de 15% (quinze pour cent)** à la hausse comme à la baisse, du nombre de repas qui lui ont été commandés jusqu'à 10 heures du matin pour le déjeuner et le dîner.

- ☛ En cas de variation à la hausse : le Titulaire s'adapte et doit pouvoir faire face à un accroissement du nombre des convives, dans le respect de la qualité et de la quantité des denrées servies.
- ☛ Il facturera le nombre des repas réellement consommés, sur la base du nombre des passages enregistrés (logiciel actuel ARC – EN- SELF), dans la marge des **15%** ou au-delà en cas de dépassement.
- ☛ Seul fait foi l'enregistrement des passages par le système automatisé du distributeur des plateaux. Les passages ne doivent pas être enregistrés dans le logiciel par le gérant de la restauration. Le CREPS pourra refuser la facturation en cas d'absence d'accord sur le nombre des passages.
- ☛ En cas de variation à la baisse : le Titulaire s'adapte et doit faire face à une réduction du nombre des convives dans la limite de 15%. Si le nombre des repas réellement servis se situe en-deçà de la variation des -15%, le Titulaire peut facturer au CREPS le nombre de repas commandés, déduction faite de la variation des -15%.

### 2.2.2 Les prestations annexes

Concernent les prestations autres que les petit-déjeuners, déjeuners, dîners, figurant à l'article 2.4 du CCTP COMMUN. Les prix unitaires appliqués correspondent aux prix du BP ou du devis accepté, pour le nombre de commandes transmises.

### 2.3 Règlement des factures et des intérêts moratoires

Le Titulaire présente ses factures au CREPS selon une périodicité mensuelle. La facture portant sur les prestations récurrentes du mois écoulé, porte les indications suivantes :

#### 1. Coût alimentaire des prestations SELF

Type de prestation (petits-déjeuners, déjeuners, dîners) figurant au Bordereau des Prix,  
Nombre de prestations,  
Prix unitaire HT  
Taux et montant de la TVA  
Prix TTC

#### 2. Coût forfaitaire d'exploitation

Frais fixes HT  
Taux et montant de la TVA  
Prix TTC

#### 3. Coût forfaitaire de masse salariale

Frais fixes HT  
Taux et montant de la TVA  
Prix TTC

Cette facture principale est complétée par des factures relatives à des prestations annexes éventuellement commandées dans le mois de la période considérée. Les prestations figurent à l'article 2-4 du CCTP COMMUN et les prix dans l'Annexe 1 - Bordereau des Prix.

### Mentions obligatoires sur la facture

Les factures électroniques doivent présenter les mentions obligatoires suivantes :

- La date de la facture,
- Le n° du marché,
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- Le nom (dénomination sociale ou nom de l'entreprise individuelle) et l'adresse du titulaire,
- Les numéros SIREN, d'inscription au RCS, d'identification TVA,
- Comme le contrat est exécuté par bons de commande, le numéro du bon de commande (ou de la commande validée sur le site électronique du titulaire), et dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du CREPS,
- L'identification des fournitures à livrer, la date de livraison et le lieu de livraison,
- Le montant HT,
- Le taux et le montant de la TVA applicables,
- Le montant TTC total de la facture,
- Le mode paiement et le RIB du titulaire.
- Le numéro de SIRET du CREPS : 191 301 894 00017
- Le code service (mention obligatoire) :
-



- **AIX01** : Fournitures livrées et prestations réalisées pour le site d'Aix en Provence (13)
- **ANT02** : Fournitures livrées et prestations réalisées pour le site d'Antibes (06)
- **BOU03** : Fournitures livrées et prestations réalisées pour le site de Boulouris Saint-Raphaël (83)
- **COM04** : Prestations et services réalisées pour les services communs (siège) du CREPS (13)
- **FORM05** : Prestations et services réalisées pour le service Formation

### Dépôt sur la plateforme Chorus Pro

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 définissant l'obligation pour toutes les entreprises d'envoyer leurs factures par voie dématérialisée à toutes les entités publiques, les factures devront être déposées sur le portail Chorus Pro, accessible à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Sont désignés pour le règlement de la somme due :

- Comme ordonnateur : le Directeur du CREPS
- Comme comptable assignataire du paiement : l'Agent comptable du CREPS

La liquidation du présent marché sera effectuée conformément aux règles de la comptabilité publique. Le mode de règlement est le virement bancaire.

Le paiement intervient dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la réception de la demande de paiement par le CREPS, sous réserve de la réalisation du service fait.

Les erreurs ou omissions dans la facture seront signalées au Titulaire du marché, à charge pour ce dernier d'établir une nouvelle demande ou une nouvelle facture, à compter de la réception desquelles un nouveau délai de 30 (trente) jours pour effectuer le paiement sera ouvert dans des conditions identiques à celles visées à l'alinéa précédent.

En cas d'erreurs récurrentes sur les factures reçues, une pré- vérification commune des liquidations est mise en place à la demande du CREPS, avant l'édition définitive des dites factures et leur dépôt sur la plateforme Chorus. Dans ce cas, la pré-vérification est réalisée en présentiel avec la personne chargée d'établir la facture chez le Titulaire (qui peut être le gérant ou le coordinateur administratif et technique, ou autre), et les services gestionnaires de chaque site.

### Paiement des factures et intérêts moratoires

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 (trente) jours par mandat administratif conformément aux règles de la Comptabilité Publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'intérêts moratoires. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de 30 (trente) jours visés ci-dessus (délai global de paiement) jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus, sauf suspension motivée du délai par l'ordonnateur ou le comptable public.

Le taux des intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont fixés par le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la BCE (banque centrale européenne) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 (huit) points de pourcentage. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 (quarante-cinq) jours suivant la mise en paiement du principal.

## 2.4 Taxes et impôts

Le Titulaire s'engage à effectuer le règlement de tous les impôts directs et indirects, contributions et cotisations sociales qui se rapportent à son activité professionnelle.

Le Titulaire doit également fournir tous les six mois au CREPS une attestation de vigilance prouvant qu'il s'acquitte de ses obligations déclaratives et du paiement des cotisations et contributions sociales auprès de l'URSSAF.

## **ARTICLE 3 - EXECUTION**

### **3.1 Développement durable**

Le présent contrat participe à l'atteinte des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions sociale et environnementale, dans les conditions définies par les cahiers des clauses techniques. Il contient des clauses d'exécution dans le domaine environnemental, notamment à l'article 4.2 du CCTP Commun.

Le Titulaire s'engage à fabriquer ses repas en respectant le niveau d'approvisionnement relevant de l'article 4.2.3 du CCTP. Seul un empêchement relevant d'un cas de force majeure pourrait exonérer le Titulaire de ne pas atteindre ce résultat.

### **3.2 Prestations exclusives et dérogation**

Le Titulaire du marché est le prestataire exclusif des prestations objet de l'accord-cadre, sous réserve des dispositions prévues dans les C.C.T.P. SPECIFIQUES (articles 2.2).

### **3.3 Démarche d'amélioration continue**

Le Titulaire s'engage à inscrire ses prestations dans une démarche d'amélioration et d'adaptation continues, notamment au regard des besoins des sportifs et des principes de la diététique sportive.

Il devra proposer toutes solutions ou suggestions et/ou actions en vue de remédier à des dysfonctionnements, défauts d'exécution, défauts de qualité des prestations soulevés par le CREPS ou constatés de son propre chef, défauts de respect des engagements qualitatifs et quantitatifs et devra communiquer régulièrement à ce sujet.

Le Titulaire s'engage à prendre en compte, les observations formulées en cours d'exécution du marché :

- Par chacun des coordinateurs technique et administratif,
- En commission de restauration, notamment par les représentants du CREPS

Le Titulaire devra indiquer au CREPS dans un délai de quinze (15) jours à compter de la formulation des observations, les outils et les plans d'action mis en œuvre en vue d'améliorer la qualité de service de ses prestations et corriger les dysfonctionnements éventuellement relevés.

Il devra présenter, le cas échéant, et à tout moment à la demande du CREPS, un plan d'amélioration de ses prestations.

### **3.4 Assurances**

#### **Assurances du CREPS**

Le CREPS déclare être assuré pour tous les dommages causés aux biens matériels et mobiliers dont il a la propriété, par l'incendie, l'explosion, le dégât des eaux, la tempête, la foudre et autres dégâts pouvant trouver leur cause dans les locaux dont il conserve la responsabilité, locaux qui peuvent être utilisés partiellement par le Titulaire dans le cadre de l'exécution de sa mission de service public.

Le CREPS déclare être assuré pour tous les dommages subis ou causés de son fait et de celui des personnes dont il répond. Il en est notamment ainsi des dommages subis ou causés par les personnes, dont la responsabilité pourrait être imputée au CREPS, en cas de faute dans la garde et la surveillance de ceux-ci.

### Responsabilités du Titulaire

Le Titulaire est seul responsable de la gestion de l'ensemble de ses services, de ses fournisseurs de denrées alimentaires ou de tous autres produits ou prestations de services, organismes sociaux ou fiscaux, ainsi que par rapport à du personnel recruté et repris.

Le Titulaire fera son affaire de tous les risques pouvant résulter de son activité et ne pourra, en aucun cas, se retourner contre le CREPS à ses motifs.

### Assurances du Titulaire

Le Titulaire du contrat doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie d'assurance agréée et solvable, conformément aux articles R 231 1 et suivants du Code des Assurances, garantissant sa responsabilité civile au titre des lots :

- Pour pertes et dommages de quelque nature qu'ils soient, résultant de son exploitation, causés par des personnels dont le Titulaire assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes. Le Titulaire est seul responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages, de quelque nature que ce soit, survenant du fait ou trouvant leur origine dans l'utilisation de ces immeubles, de leurs équipements, matériels ou mobiliers.
- Le Titulaire est assuré de manière à couvrir les risques **d'intoxication alimentaire** ou d'empoisonnement pouvant survenir du fait de la gestion du service. Le montant des garanties souscrites, pour couvrir les risques d'intoxication alimentaire et d'empoisonnement, ne peut être inférieur aux limites usuellement pratiquées sur le marché de l'assurance.
- En cas d'existence d'une **franchise** dans le contrat souscrit par le Titulaire, celui-ci sera réputé la prendre intégralement à sa charge. Le Titulaire est tenu d'informer l'établissement de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, ceci dans les deux jours qui suivent sa décision.
- Le Titulaire est tenu de présenter au début de chaque période contractuelle la preuve délivrée par la compagnie d'assurance, justifiant le paiement de la prime afférente à l'année en cours. La ou les **polices** assurant, à concurrence de la valeur actuelle, lesdits immeubles ainsi que les équipements, matériels et mobiliers susvisés, doivent porter sur tous les risques, notamment l'incendie, l'explosion, le dégât des eaux, la tempête, la foudre, le bris de glace, le vol et autres dégâts.
- Obligations du Titulaire en cas de **sinistre**  
En cas de sinistre, affectant les immeubles et les équipements, matériels ou mobiliers, l'indemnité versée par les compagnies est intégralement affectée à la remise en état, sans affecter en rien l'estimation de la valeur des biens avant le sinistre.  
Les travaux de remise en état doivent commencer immédiatement après le sinistre, sauf en cas de force majeure ou d'impossibilité liée aux conditions d'exécution des expertises.

### 3.5 Clauses de réexamen - Modification contractuelle

Les éventuelles modifications des clauses du présent marché sont matérialisées par un avenant signé par les deux parties contractantes, dans le respect des dispositions de l'article L2194-1 et R 2194-1 à 8 du code de la commande Publique.

#### 3.5.1. Clause de réexamen portant sur les variations des prix

Afin de tenir compte des variations économiques, les prix figurant au bordereau des prix mixtes (Annexe 1 de l'AE) font l'objet d'une révision annuelle, à la date de reconduction du contrat, par application des formules suivantes :

### **Pour les prix unitaires denrées alimentaires :**

$$Pr = 0,25 (Po) + 0,85 (Po) \times [Im/I0]$$

Io : Valeur initiale : dernière référence connue le mois de remise des offres, soit le mois de janvier 2026.

Im : Valeur actualisée : dernière référence connue le mois de révision de prix

La valeur applicable est celle de l'index SNRC\* « Prix de la restauration sur place », représentatif des coûts de la restauration collective, auxquels sont déduits les coûts supportés par le CREPS (électricité, eau, gaz, entretien des matériels).

L'évolution de l'index est accessible via le site :

<https://www.snrc.fr//indice-du-secteur-de-la-restauration-collective/>

SNRC : Secteur National de la Restauration Collective

Afin de tenir compte des variations économiques au cours de la première année contractuelle, les prix font l'objet d'une révision en décembre 2026, puis une fois par an, à la date de reconduction du contrat.

Dans le mois précédant la date anniversaire du contrat, si le contrat est reconduit, le CREPS communique au Titulaire le calcul de la variation des prix ; les nouveaux prix sont matérialisés par un nouveau BP et DQE (Annexes 1 et 2 de l'acte d'engagement). Durant la nouvelle période contractuelle, les factures émises par le Titulaire qui ne prendraient pas en compte les nouveaux prix convenus, feront l'objet de rejet sur la plateforme Chorus Pro. Le Titulaire devra réémettre les nouvelles factures, et d'éventuels avoirs ne seront pas acceptés par le CREPS.

### **3.5.2 Clause de réexamen pour ajustement éventuel des prix forfaitaires**

La Titulaire s'engage à mettre à disposition de façon permanente le nombre d'ETP convenus dans l'Annexe 4, afin de réaliser les prestations attendues, et le CREPS s'engage à payer mensuellement les coûts correspondants.

Dans le cadre des réunions de suivi de l'exécution du contrat (cf article 4.1.1) les coordonnateurs habilités à représenter chaque partie s'engagent à réaliser, deux (2) fois par an, et en toute transparence, un bilan sur le montant des coûts forfaitaires, que ce soient les coûts d'exploitation et de la masse salariale, afin de prévoir le cas échéant les ajustements nécessaires.

S'il s'avère que les coûts forfaitaires initialement convenus ne correspondent plus aux coûts réels des charges de personnels déployés, ou s'il s'avère que les coûts payés ne correspondent pas au nombre d'ETP déployés (par exemple, si une des équipes est en sous-effectif plusieurs semaines, faute de recrutement, faute de recours à des agents intérimaires ou de renfort par des équipes distantes), un ajustement du périmètre ou des coûts forfaitaires pourra être demandé par le CREPS. Le Titulaire devra fournir tous justificatifs à cet effet.

De plus, les coûts forfaitaires pourront être éventuellement ajustés par les parties, d'un commun accord, en cours d'exécution du marché, en cas d'événements susceptibles de modifier l'équilibre économique général du marché.

### **3.5.3 Clause de réexamen pour prise en compte de nouveaux besoins**

Le contrat peut faire l'objet d'adaptations nécessaires au cours de son exécution. Le nombre et la qualité des prestations à fournir peuvent s'en trouver modifiées, en plus ou en moins à la demande du CREPS. Ces modifications ne changeront pas en profondeur la nature globale du contrat, ni ses modalités d'exécution.

Ainsi, le CREPS pourra décider, en cours d'exécution du marché :

- De modifier le contenu des prestations de restauration, ou d'en ajouter de nouvelles,
- De modifier les horaires d'ouverture du self, de prévoir des modalités de prestations différentes,
- De proposer de nouveaux indices constitutifs de révision des prix, en cas d'arrêt de l'indice initialement choisi ou de son inadaptation au contexte économique (en cas de crise par exemple).

Le Titulaire pourra alors transmettre au CREPS une proposition financière correspondant à la modification du périmètre des prestations, qui servira de base à la négociation financière d'un avenant au marché.

### 3.5.4 Clause de réexamen pour survenance de circonstances imprévisibles

Par référence à l'article 25 du CCAG-FCS, et à l'avis d'assemblée générale du Conseil d'Etat en date du 15 septembre 2022, il est prévu qu'en cas de circonstance imprévue que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties s'engagent à examiner de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Par circonstance imprévue, il est entendu notamment une crise sanitaire, ou une hausse imprévisible du coût des matières premières, dont la hausse ne serait pas prise en compte dans l'indice de révision applicable et qui dépasserait les limites ayant pu être raisonnablement envisagées par les parties lors de la conclusion du contrat.

Les parties conviennent, dans ce cas, de la négociation d'un avenant, précisant les modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

### 3.6 Offre de restauration rapide complémentaire pour le LOT 01 Aix-en-Provence

La distribution d'une offre alimentaire rapide, complémentaire au SELF, est organisée au Club France du site d'Aix. Le CREPS souhaite faire du Club France un lieu d'attractivité, de partage et de convivialité des usagers sur site. Le Titulaire est incité à proposer une offre financièrement attrayante et socialement adaptée au public.

Se référer à l'article 4.4 du CCTP SPECIFIQUE du LOT 1 AIX.

### 3.7 Description du traitement de données à caractère personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du CREPS les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat :

Données non sensibles n'ayant pas un impact fort sur les personnes.

État civil, identité, données d'identification.

Données non sensibles ayant un impact fort sur les personnes.

Informations d'ordre économique et financier (situation financière...).

Les catégories de personnes concernées sont :

Les Agents du CREPS, les sportifs de haut niveau, les stagiaires de la formation professionnelle et les usagers accueillis.

### Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement ;
- Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Tenir par écrit, un registre de toutes les catégories de traitements effectuées pour son compte ;
- Mettre à la disposition toute information et toute documentation de la conformité à la réglementation pour permettre notamment la réalisation d'audits.

Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des États membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement le CREPS. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer le CREPS avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

### Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité, la disponibilité des données personnelles et plus globalement de garantir le respect du présent contrat ainsi que de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel.

#### Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le Titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

#### Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

#### Sous-traitance ultérieure

Le Titulaire s'engage à respecter les termes suivants :

Dans l'hypothèse d'une sous-traitance déclarée lors de la candidature (notamment pour le contrôle de l'accès à la restauration) Le Titulaire doit :

- S'assurer de la conformité du sous-traitant à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel ;
- Détailler les prestations sous-traitées liées au traitement.

En cas de recrutement d'autres sous-traitants ultérieurs, le prestataire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et SPECIFIQUE du responsable de traitement.

Dans l'hypothèse d'une sous-traitance au cours de l'exécution du présent contrat, le Titulaire doit :

- Informer préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ;
- Indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

#### Notification en cas de faille de sécurité et de violations de données à caractère personnel

Après en avoir pris connaissance, le Titulaire devra, sous 24 heures, informer le CREPS par écrit en cas d'intrusion ou toutes autres violations susceptibles de porter atteinte aux données à caractère personnel.

Cette communication devra être documentée afin de permettre au CREPS, le cas échéant, de notifier cette violation à la CNIL et aux personnes concernées.

#### Information et exercice des droits des personnes concernées

En cas de réception par le CREPS des demandes de personnes concernées par le traitement, il pourra se retourner vers le Titulaire afin d'obtenir les éléments nécessaires dans le cadre de l'exercice par les personnes concernées de leurs droits (droit d'accès, d'opposition, de rectification, d'effacement etc...).

En cas de réception par le Titulaire de demandes des personnes concernées par le traitement, celui-ci devra les adresser par courrier électronique à une adresse qui sera communiquée ultérieurement.

## ARTICLE 4 - SUIVI, CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET PENALITES

### 4.1 Suivi des prestations et coordination

#### 4.1.1 Réunions de suivi de l'exécution du contrat

Le CREPS et le Titulaire désignent chacun un ou des coordonnateurs techniques et administratifs chargés de recevoir et de répondre à toute demande relative à l'exécution des prestations.

Un dialogue constructif, en vue du bon respect des engagements contractuels respectifs est recherché. Le coordonnateur administratif pour le CREPS (ensemble des LOTS) est le Secrétariat Général.

#### Et pour chacun des LOTS :

- Pour le LOT 01 site d'Aix en Provence :  
Le Directeur adjoint, la gestionnaire, les responsables du Service Accueil, et du Service Haut Niveau.
- Pour LOT 03 site de Saint-Raphaël - Boulouris :  
Le Directeur adjoint, le gestionnaire, les responsables du Service Accueil, et du Service Haut Niveau.
- Pour LOT 02 site d'Antibes :  
La Directrice adjointe, le gestionnaire, les responsables du Service Accueil, et du Service Haut Niveau.

Le coordonnateur désigné par le Titulaire doit être un personnel habilité à représenter et à engager l'entreprise Titulaire pour les besoins de l'exécution du contrat.

#### Les coordonnateurs auront pour mission :

- De suivre de manière régulière le bon déroulement du marché ;
- D'évoquer toute question relative à l'exécution ou à l'amélioration des prestations et de prendre toute décision nécessaire ;
- D'assurer la coordination de leurs actions et la mise en place de mesures correctives et plans d'actions ;
- Les coordinateurs se réuniront régulièrement, à la demande de l'une ou l'autre des parties, et organiseront leur collaboration d'un commun accord ;
- Les points informels seront réguliers, hebdomadaire ou bi-hebdomadaire.

Par ailleurs, durant les 6 (six) premiers mois du marché, un point global sera effectué une fois par mois, puis une fois par trimestre.

#### 4.1.2 Commission de restauration

Il est établi une commission de la restauration, qui se réunira une fois par trimestre (et à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties) afin de faire le point sur la qualité des prestations exécutées au cours de la période passée.

Les coordonnateurs de chaque partie seront présents, ainsi que toute personne dont la présence s'avérerait utile compte tenu de l'ordre du jour (sportifs, commensaux, entraîneurs, diététicien, expert diligenté par le CREPS, etc.).

#### Cette Commissions a notamment pour mission :

- De valider ou modifier les menus proposés qui auront déjà fait l'objet d'une concertation entre les coordinateurs de chacune des parties,
- De contrôler la qualité des prestations,
- D'émettre des propositions permettant d'améliorer la qualité du service.

Quelque-soit la nature et l'objet des réunions précitées (notamment aux articles 3.7.2 au 4.1.1 et 4.1.2), un compte-rendu sera rédigé par le CREPS, puis notifié au Titulaire qui devra valider, dans un délai de huit jours ledit compte-



rendu et /ou formuler toutes observations. En l'absence de réponse dans le délai imparti, le Titulaire sera réputé approuver les termes dudit compte-rendu.

## 4.2 Contrôles et vérifications du CREPS

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution des prestations dans les conditions prévues aux articles 27 à 29 du CCAG FCS et dans l'article 6 du CCTP Commun.

Par ailleurs, le CREPS peut, à tout moment et sans en référer préalablement au Titulaire, procéder à ou faire procéder à ses frais aux contrôles qu'il juge nécessaires, en vue de vérifier la conformité des Prestations et leurs modalités d'exécution avec les termes du marché.

Ces contrôles portent notamment sur le respect des spécifications contractuelles (quantité, grammage, valeur nutritionnelle, produits issus de l'agriculture biologique, etc.), le respect des règles d'hygiène et sanitaire, et de nettoyage des locaux.

Le CREPS peut, d'autre part, faire appel à tout moment, aux services vétérinaires, à des organismes extérieurs certifiés, à la D.R.E.E.T.S. ou tout organisme indépendant de son choix, afin d'effectuer des contrôles inopinés pour s'assurer notamment de la qualité des denrées et des produits. En cas de non respect des spécifications contractuelles, le CREPS applique des pénalités.

Ces contrôles ne dispensent en aucun cas le Titulaire d'exercer ses propres contrôles.

## 4.3. Pénalités en cas de manquements dans l'exécution des prestations

Cet article déroge dans ses modalités d'application à l'article 14 du CCAG-FCS. pris par arrêté du 30 mars 2021.

Le CREPS et le Titulaire doivent exécuter le contrat de bonne foi. Le dialogue est le moyen privilégié pour garantir une prestation dans les délais et conforme aux cahiers des clauses techniques. Cependant, afin de respecter l'équilibre des obligations, des pénalités sont applicables en cas de retard, de manquement aux clauses d'exécution ou de non-conformité aux spécifications de l'accord-cadre, selon les modalités suivantes :

Manquement ou retard dans le domaine du service	Pénalité applicable, par LOT
➤ Non-respect des horaires d'ouverture et de fermeture du service (au self, le matin, midi ou soir)	➤ 100 (cent) Euros par manquement constaté
➤ En cas d'interruption générale des prestations (hors cas de force majeure telle que prévue par la jurisprudence des tribunaux)	➤ 1 000 (mille) Euros par interruption, augmenté de 100 % de tous les autres frais nécessités pour le bon fonctionnement du service de restauration pour les usagers.
➤ En cas de chef-gérant non nommé dans les délais définis à l'article 5.1.11 du CCTP COMMUN	➤ 1 000 (mille) Euros en cas de dépassement des délais
➤ En cas d'absence de prestation expressément commandée dans les délais par le CREPS (accueil-cafés, goûters, collations, buffet, apéritif, panier-repas, repas différés).	➤ Pénalité d'un montant équivalent à la prestation commandée, applicable de plein droit dès le premier constat.
➤ En cas d'absence de tenue de service appropriée et propre des agents dédiés au service, au self ou au Club France, lors de prestations annexes	➤ 200 (deux cents) Euros par manquement, applicable de plein droit dès le deuxième constat (le premier constat ayant fait l'objet d'un courrier notifié au Titulaire).



Manquement ou retard dans le domaine de la Production qualitative et de la sécurité alimentaire	Pénalité applicable, par LOT
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ En cas de non-respect de l'obligation d'approvisionnement (estimation faite en valeur) en produits de qualité et issus de l'agriculture biologique conformément aux dispositions de la loi EGALIM (2019-938 du 30/10/2018)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 20 000 (vingt mille) €uros par manquement constaté, par LOT, apprécié annuellement.</li> </ul> <p>A partir du second semestre de chaque période contractuelle, si le taux des indicateurs de la Loi EGALIM est en dessous du taux attendu pour la période (en termes de progressivité), le CREPS invite le Titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées en fin de période contractuelle.</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ En cas de non-conformité constatée à l'issue des contrôles qualitatifs et quantitatifs.</li> <li>➤ En cas de non-respect des grammages du plat principal protéiné, ou en cas d'introduction de denrées figurant sur la liste des exclusions (Annexe 5 du CCTP COMMUN)</li> <li>➤ En en cas de non-respect des spécifications relatives à la composition d'un repas.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Application d'une pénalité de 2 000 (deux mille) €uros par manquement constaté, dès le deuxième constat notifié au Titulaire.</li> </ul> <p>Au premier constat, le CREPS notifie le manquement au Titulaire et l'invite à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ En cas de non-respect des règles en matière de sécurité alimentaire (traçabilité, non-respect des règles relatives à l'origine des denrées, etc...)</li> </ul> <p>En cas de livraison de denrée dont la limite de consommation est dépassée</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Application d'une pénalité de 2 000 (deux mille) €uros par manquement constaté, applicable dès le premier constat.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ En cas de posture, actions ou gestes inadaptées ou contraires aux règles élémentaires d'hygiène et de sécurité alimentaire (cigarette dans le local cuisine, absence d'utilisation non conforme du matériel), défaut d'entretien des locaux mis à disposition, non-respect du règlement intérieur.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 500 (cinq cents) €uros par manquement constaté, par salarié, applicable dès le premier constat.</li> </ul>
Manquement ou retard dans le domaine de la Production de documents de pilotage	Pénalité applicable, par LOT
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ En cas d'absence de communication des comptes-rendus d'analyses microbiologiques et de traçabilité.</li> <li>➤ En cas d'absence de communication du bilan des indicateurs article 4-2-3 du CCTP COMMUN</li> <li>➤ En cas de non-transmission des informations et des indicateurs permettant d'en apprécier le respect, ou en cas de transmission d'indicateurs incomplets</li> <li>➤ En cas d'absence de communication des éléments détaillés de la masse salariale d'une équipe d'un site</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 1 000 (mille) € par manquement, applicable dans un délai de 8 (huit) jours après réclamation écrite par le CREPS notifiée au Titulaire.</li> </ul>

- Tout manquement constaté appuyé d'éléments constitutifs fait l'objet d'un courrier notifié au Titulaire, précisant la nature, le contexte, la date, le montant forfaitaire de la pénalité applicable.
- Le montant de ces pénalités est applicable dès le 1<sup>er</sup> euro, sans seuil d'exonération. La TVA n'est pas appliquée sur le montant des pénalités.
- La pénalité a une fonction réparatrice. Son application ne dispense pas le Titulaire de réaliser la prestation et ce dernier ne saurait se considérer comme libéré de son obligation de l'exécuter.
- De même, l'application d'une pénalité ne porte pas préjudice au droit du CREPS, de faire exécuter le contrat par un tiers, aux frais et risques du Titulaire, ou même de résilier le contrat pour faute, en cas de manquement persistant de ce dernier.
- Le montant des pénalités arrêté par le CREPS fera l'objet d'une émission d'un ordre de recette assorti d'un avis des sommes à payer et des pièces justificatives, à l'encontre du Titulaire.

## ARTICLE 5 - TRAITEMENT DES DIFFERENDS ET RESILIATION

### 5.1 Traitement des différends

Le CREPS le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations.

La mise en œuvre d'un mode règlement amiable est un préalable à tout recours juridictionnel. Les parties peuvent avoir recours à divers modes de règlement des différends, dont la conciliation, la médiation, le recours administratif, de manière successive ou alternative.

La mise en œuvre d'un mode amiable de règlement des différends donne lieu à un accord écrit comportant des concessions réciproques et équilibrées, accepté par les parties, et a force obligatoire.

Pendant toute la période durant laquelle le différend est constaté, les parties conviennent que la continuité des prestations l'emporte sur toute autre considération. En conséquence, le Titulaire s'engage, sans préjudice de ses droits, à continuer à assurer ses prestations en dépit des difficultés rencontrées.

En cas de désaccord dans la résolution du différend, la juridiction administrative compétence sera celle du ressort du siège du pouvoir adjudicateur.

### 5.2 Résiliation

#### 5.2.1 Résiliation du marché

Les stipulations du chapitre 7 du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

#### Résiliations de droit commun

Le CREPS, peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celle-ci :

- Soit à la demande du Titulaire dans les conditions de l'article 40 du CCAG-FCS (difficultés particulières, cas de force majeure),
  - Soit pour faute du Titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS. La résiliation du marché pour faute du Titulaire ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre lui.
  - Soit dans le déclenchement d'événements extérieurs au marché dans les conditions prévues à l'article 42 du CCAG-FCS, (décès ou incapacité civile du Titulaire, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire...).
- La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité

## **Résiliation pour faute du titulaire**

La résiliation du marché s'effectue dans les cas et selon les modalités mentionnées au Chapitre 7 du CCAG-FCS.

Toutefois, par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, et au surplus des cas prévus par cet article, en cas de manquement par le Titulaire à ses obligations au titre du marché, et faute pour le Titulaire d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours suivant une mise en demeure, le CREPS pourra prononcer la résiliation du marché en tout ou partie.

La résiliation est alors notifiée au Titulaire et prend effet immédiat et de plein droit dès cette notification, sans qu'il soit nécessaire de n'effectuer aucune autre formalité judiciaire ou extra-judiciaire.

Le Titulaire reconnaît expressément que le CREPS sera en droit de prononcer la résiliation de tout ou partie du marché dans les conditions prévues précédemment :

- En cas d'interruption générale des prestations (hors cas de force majeure telle que définie par la jurisprudence des tribunaux), d'une durée de plus de 2 (deux) semaines,
- En cas de manquements répétés du Titulaire aux prescriptions du présent contrat, notamment en cas non-conformité constatée à l'issue des contrôles qualitatifs et quantitatifs ou encore pour la livraison de denrée dont la limite de consommation sera dépassée,
- En cas de manquements répétés aux règles en matière de sécurité alimentaire (traçabilité, non-respect des règles relatives à l'origine des denrées, etc.),
- En cas de non-respect de l'obligation d'approvisionnement en produits de qualité et produits issus de l'agriculture biologique (à hauteur de 50% en valeur, dont 20% de produits issus de l'agriculture biologique) conformément aux dispositions de la loi EGALIM (2019-938 du 30/10/2018) ou en cas de non-fourniture des informations et des indicateurs permettant d'en apprécier le respect, ou en cas de fourniture d'indicateurs incomplets ou insuffisamment pertinents.

## **Résiliation pour motif d'intérêt général**

Si le CREPS résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %, ainsi que la part des frais et d'investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait été pris en compte dans le montant des prestations payées.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143-3 et suivants du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R 2143-7 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du Titulaire des conditions de résiliations prévues par le marché.

## **ARTICLE 6 - DIVERS**

### **6.1 Droit et langue**

Le présent CCAP est soumis au droit français.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 6.2 Dérogation au CCAG- FCS

Les dérogations aux CCAG-FCS, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS (pénalités de retard : article 4.3 du présent CCAP).

Dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS (résiliation pour faute du Titulaire : article 5.2.1 du présent CCAP).

Chaque page de ce document doit être paraphé.

Lu et accepté, à .....le .....

Cachet et signature de la personne habilitée à représenter l'opérateur économique